

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VENISSIEUX ENERGIES

16 avenue ALBERT EINSTEIN
69200 Vénissieux

Références : UDR-SSDAS-26-5-CN
Code AIOT : 0006103843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement VENISSIEUX ENERGIES implanté 16 avenue ALBERT EINSTEIN 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 25/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENISSIEUX ENERGIES
- 16 avenue ALBERT EINSTEIN 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VENISSIEUX ENERGIE exploite au 16 Rue Albert Einstein à Vénissieux une chaufferie

reliée au réseau de chauffage urbain de Vénissieux, composée actuellement de :

- 3 chaudières biomasse de puissance 7 MW, 7 MW, et 7,3 MW PCI chacune soit 21,3 MW PCI,
 - 3 chaudières gaz de puissance 8,2 MW, 8,2 MW et 16,4 MW PCI chacune soit 32,8 MW PCI,
 - 2 moteurs de cogénération de puissance 8,6 et 8,6 MW PCI chacun soit 17,2 MW PCI,
 - 3 chaudières FOD de puissance 6,7 MW, 15,6 MW et 26,5 MW PCI,
 - 1 groupe électrogène de 4 MW, appareil destiné aux situations d'urgence,
- pour une puissance totale de 124,1 MW PCI, une puissance autorisée de 97,6 MW PCI.

L'installation est classée sous la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées.

Après retrait des appareils de moins de 15 MW et en tenant compte de l'absence de fonctionnement simultané de la chaudière FOD de 26,5 MW, la puissance obtenue est de 32 MW. L'installation est une moyenne installation de combustion et est soumise à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

L'exploitation du site est encadrée par arrêté préfectoral du 13 mai 2016 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	1 mois
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Combustible biomasse	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.2.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Système de traitement des fumées	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 5.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14	Demande d'action corrective	9 mois
9	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/07/2025, article annexe 5 de l'article R. 122-2	Sans objet
8	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26 et suivants	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation mise en œuvre par l'exploitant doit être renforcée, tant sur le plan documentaire qu'opérationnel (procédures, consignes et formations du personnel relatives à la gestion des systèmes de traitement des fumées) afin d'abaisser les rejets atmosphériques de l'installation.

L'Inspection a constaté des dépassements significatifs et répétés des valeurs limites d'émission, notamment pour les poussières et le monoxyde de carbone, sur plusieurs mois consécutifs en 2025 pour les chaudières biomasse.

Si l'exploitant indique que de nombreux dépassements sont susceptibles d'intervenir lors de périodes de fonctionnement de type OTNOC, les systèmes de mesure et d'exploitation des données ne permettent pas, à ce stade, de distinguer clairement les périodes de fonctionnement normal des phases transitoires ou dégradées.

En l'absence de cette distinction, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer le respect des valeurs limites d'émission sur les périodes réglementaires pertinentes. Il est donc important que l'exploitant mette en œuvre un plan d'action pour pouvoir connaître ses rejets atmosphériques en phase normale d'exploitation et ceux en période OTNOC.

Enfin, la baie d'analyse de la chaudière gaz n° 3 a été en panne en 2025 pendant plus de 115 jours consécutifs. L'inspection n'a été informé que lors de la réception des résultats de l'autosurveillance du 2ème trimestre. La cause de la panne n'est pas connue. L'exploitant a mis en place des mesures organisationnelles pour s'assurer de l'enregistrement en continu des émissions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2025, article annexe 5 de l'article R. 122-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, conformité à l'AP et aux AMPG 3110
Prescription contrôlée : <u>Annexe 5 de l'article R. 122-2 du code de l'environnement</u> 3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW - A Combustion d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 mégawatts

Article 1.5 Nature des installations (AP)

Rubriques	Désignation de l'activité	Observations	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p>Puissance autorisée de 97,6 MW (inchangés)</p> <p>Installation de 97,6 mégawatts</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 moteurs de cogénération de 8,6 mégawatts et 8,6 MW • 3 chaudières biomasse de puissance 7MW, 7MW et 7,3 MW • 3 chaudières gaz de puissance 8,2 MW, 8,2 MW et 16,4 MW • 2 chaudières FOD de 6,7 MW et 15,6 MW • Un groupe Électrogène au FOD de 4 MW (peut fonctionner en EJP) <p>Installation de secours de 30,5 mégawatts</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 chaudière FOD de secours de 26,5 mégawatts fonctionnement avec FOD • 1 groupe électrogène 	A

		électrogène au FOD de 4 MW (même g r o u p e électrogène que ci-dessus cité pour mémoire)	
--	--	--	--

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier les plaques des chaudières (sauf les chaudières FOD, dépourvues de plaques) et les puissances constructeur.

Concernant le classement de l'installation, l'exploitant expose que :

- La chaudière FOD de 26,5 MW n'est mise en service qu'en cas de dysfonctionnement de plusieurs appareils du site dont la puissance cumulée dépasse 26,5 MW, et ne fonctionne donc pas simultanément avec ces appareils secourus. Sa durée de fonctionnement est inférieure à 500 heures par an.
- Les groupes électrogènes ne fonctionnent plus en EJP et peuvent donc être qualifiés d'appareils destinés aux situations d'urgence au sens de l'arrêté ministériel.
- La puissance cumulée en fonctionnement du site est donc au maximum de 97,6 MW.
- La somme des puissances des appareils de puissance inférieure à 15 MW est égale à 65,6 MW. Lorsqu'on retranche cette somme à la puissance déclarée du site, en tenant compte des appareils fonctionnant simultanément, le résultat est de 32 MW soit inférieur à 50 MW.

L'installation est donc classée 3110 et est soumise à l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

Elle n'est donc pas soumise au BREF LCP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

Article R. 515-114 du code de l'environnement

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;

- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

Article R. 515-115 du code de l'environnement

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

Article R. 515-116 du code de l'environnement

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Une partie de l'installation a été déclarée par l'exploitant dans le registre MCP, à savoir la chaudière biomasse de 8,25 MW thermique et la chaudière gaz de 8,37 MW thermique. L'exploitant doit mettre à jour sa déclaration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant doit compléter la déclaration de son installation sur le registre MCP (<https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw>).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible

Prescription contrôlée :

Article 4 -Combustibles (AM)

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

ARTICLE 2.3 APPROVISIONNEMENT EN BOIS (AP)

2.3.1. Zone de collecte

La collecte de la biomasse nécessaire à l'alimentation de la centrale est limitée à un rayon de 200km autour du site.

L'exploitant peut demander une modification du périmètre de la zone de collecte en cas d'événements particuliers.

Cette demande, accompagnée de tous les éléments justificatifs nécessaires, sera instruite selon les dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

2.3.2. Plan d'approvisionnement

Chaque année avant le 31 mars, l'exploitant fournit le plan d'approvisionnement de la biomasse de l'année précédente. Il indique, notamment, les fournisseurs, en précisant :

- les types de produits fournis,
- les quantités,
- les caractéristiques des produits (humidité, PCI),
- l'origine géographique.

L'exploitant tient, à la disposition de l'inspection des installations classées, une copie de tous les contrats d'approvisionnement et de transport de la biomasse sur une durée de trois ans.

8.2.3.1. Nature de la biomasse

La biomasse se présente à l'état naturel et n'est, ni imprégnée, ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.

La teneur en poussière et fines particules de bois est inférieure à 10 %.

L'utilisation comme combustible de bois issu de la déconstruction et de la démolition ainsi que de bois issu d'autres filières que celle mentionnée au premier alinéa et de bois récupéré dans des déchetteries municipales, est interdite.

8.2.3.3. Traçabilité du combustible

L'exploitant tient en permanence à jour:

- un registre d'admission des combustibles sur lequel il consigne, pour chaque véhicule
 - la date de la réception,
 - l'identité du fournisseur,
 - le tonnage de combustible livré,
 - sa provenance,
 - la nature du combustible,
 - l'identité du transporteur.
- un registre complémentaire des refus d'admission, précisant
 - la date du refus,
 - l'identité du fournisseur,
 - le tonnage de combustible refusé,
 - sa provenance,
 - les raisons du refus,
 - l'identité du transporteur

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de cinq ans.

Constats :

Type de biomasse : La biomasse observée sur le site le jour de l'inspection est conforme à l'arrêté préfectoral et au contrat de fourniture consulté par l'inspection (contrat de fourniture de biomasse conclu avec la société BOIS ENERGIE RHONE ALPES MEDITERRANEE, repris par la société Bois Energie France, filiale du groupe Dalkia, prenant effet le 1 janvier 2015 pour une durée de 20 ans).

Caractérisation initiale de la biomasse : Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'inspection l'attestation de conformité de fin du statut de déchet ainsi que la caractérisation initiale de la biomasse ainsi que les valeurs seuils retenues par l'exploitant.

Taux en poussières et fines de particules de bois : L'exploitant a fourni les analyses de la biomasse présente sur le site le jour de l'inspection pour la chaudière 3 - biomasse 2 (livraison du 10 décembre). Le taux de poussières et de fines de chaque lot est bien inférieur à 10 %. L'exploitant applique des taux plus stricts que ceux de l'arrêté préfectoral. L'exploitant a fourni les analyses des commandes CFB0492350 et CFB0492351 mais pas de la commande du même jour CFB0492352.

Registre d'admission : l'exploitant utilise un outil de suivi nommé Pirene. Cet outil comprend toutes les informations requises et permet un bon suivi des commandes, à l'exception de la provenance géographique du bois. Le registre mentionne le nom de la plateforme fournissant le bois mais pas la provenance géographique du bois.

Provenance géographique du bois : La provenance géographique du bois n'est pas connue. Le registre et les différents documents fournis par l'exploitant (bon de commande, bon de livraison, etc) mentionnent uniquement de la nom de la plateforme fournissant la biomasse. L'exploitant indique que le bois provient de plateformes elles-même certifiée RedII et que leur certificat précise le rayon de provenance du bois et qu'il provient de France. Toutefois, l'exploitant ne fournit pas lesdits certificats, ne permettant pas à l'inspection de vérifier la provenance

<p>géographique du bois.</p> <p>Registre des refus d'admission : L'exploitant assure le suivi des réclamations via son outil Pirene. Cet outil mentionne les problématiques rencontrées. Toutefois, il n'est pas indiqué comment se solde chaque réclamation (refus de camion notamment), notamment pour des cas d'humidité trop élevée ou de taux de fines trop élevé).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent, l'exploitant met en place les correctifs nécessaire permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier la provenance géographique de la biomasse. - mieux documenter et tracer les refus d'admission. <p>Il adressera à l'inspection l'attestation de conformité de fin du statut de déchet ainsi que la caractérisation initiale de la biomasse ainsi que les valeurs seuils retenues par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Combustible biomasse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.2.3.4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Qualité de la biomasse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.3.4 -Suivi de la qualité du combustible (AP)</p> <p>Les modalités de contrôle et de vérification de la qualité du combustible font l'objet d'une consigne rédigée par l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Tous les trimestres, l'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à l'analyse sur un échantillon représentatif du combustible des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PCI, • humidité relative, • recherche de métaux, • recherche de composés halogénés, • recherche de corps étrangers (ferrailles, plastiques, déchets, pierres ou terre,...). <p>Les résultats de ces analyses, accompagnés le cas échéant des commentaires de l'exploitant, sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Modalités de contrôle et de vérification :</p> <p>L'exploitant a fourni les procédures mises en place lors de la réception de la biomasse, comprenant notamment les mesures d'humidité et de granulométrie. Ces procédures, qui prennent la forme de logigramme, sont applicables en fonction de la puissance de la chaufferie bois et du type de déchargement. Celles-ci paraissent claires et complètes.</p> <p>L'Inspection relève que le devenir de la biomasse dans le cas d'un camion déchargé avant réception des résultats de granulométrie et d'humidité non-conformes, n'est pas précisé.</p>

<p>L'inspection n'a pas constaté l'affichage de ces procédures lors de la visite d'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit également justifier que ces procédures ont été portées à la connaissance des employés en charge de la réception de la biomasse (signature d'un document de prise de connaissance ou formation qualité listant les procédures abordées, feuille d'émargement et support de formation).</p> <p>Contrôle qualité de la biomasse réalisé par un tiers :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'analyse réalisé par la société SOCOR daté du 26 janvier 2024. L'ensemble des éléments visés par l'arrêté préfectoral a été analysé. Le détail de la granulométrie n'est toutefois pas transmis ne permettant à l'inspection de vérifier le respect du taux de fines et poussières.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les autres rapports de 2024 et de 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant doit justifier que les procédures de déchargement de la biomasse ont été portées à la connaissance des employés chargés de la réception de la biomasse (signature d'un document de prise de connaissance ou formation qualité listant les procédures abordées, feuille d'émargement et support de formation).</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit effectuer et transmettre à l'inspection trimestriellement les résultats des contrôles qualité externes de la biomasse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Système de traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 16 - Surveillance système de traitement des fumées (AM)</u></p> <p>I. - Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. <p>Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a porté sur le système de traitement des fumées des chaudières biomasse du site.

Description des dispositifs de traitement des fumées

L'exploitant a mis en œuvre les dispositifs suivants pour le traitement des fumées des chaudières biomasse :

- un prétraitement par dépoussiéreur de type multicyclone ;
- un filtre à manches, installé sur chaque chaudière biomasse.

Procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif

L'inspection a constaté l'affichage des consignes suivantes :

« *Dispositif filtre à manches :*

- *Arrêter le fonctionnement de la chaudière biomasse si le filtre à manches est bypassé plus de 24 heures.*

- *Prévenir la DREAL si le filtre à manches est en dysfonctionnement au-delà de 48 heures. »*

Cet affichage est complété par un logigramme indiquant la conduite à tenir en cas de dépassement d'une VLE et prévoyant spécifiquement le cas d'un défaut des équipements de réduction des émissions, sans toutefois détailler les différents cas de figure possible de dysfonctionnements.

Ces éléments permettent de couvrir partiellement les exigences rappelées à l'article 16, notamment en ce qui concerne :

- l'arrêt ou la réduction de l'exploitation en cas d'indisponibilité prolongée du dispositif ;
- l'information de l'inspection dans un délai maximal de 48 heures.

L'exploitant a également transmis des consignes générales d'exploitation d'une chaufferie, mentionnant notamment, pour les systèmes de traitement des fumées :

« *Contrôle du bon fonctionnement de la filtration des fumées (procéder au nettoyage ou au remplacement si nécessaire).*

Suivre les consignes figurant dans les notices des constructeurs et de l'installateur. »

Ces consignes restent toutefois générales et ne précisent pas :

- la fréquence des contrôles ;
- les modalités concrètes d'entretien ;
- les critères de disponibilité des consommables (urée, filtre à manches, pièces de rechange, etc.) ;
- les actions à conduire en cas de dérive ou de dégradation des performances.

L'article 16 prévoit explicitement que l'exploitant **rédige une procédure d'exploitation**. À ce titre, les éléments transmis, bien que pertinents, ne constituent pas une procédure d'exploitation formalisée.

Traçabilité des pannes et dysfonctionnements

Les événements relatifs aux pannes et dysfonctionnements des systèmes de traitement des fumées sont consignés quotidiennement dans le livret de chaufferie ainsi que dans un document en ligne dédié en complément du livret de chaufferie papier.

Les événements dont la durée excède 24 heures sont reportés dans un document intitulé « *bilan de dysfonctionnement des équipements de maîtrise des rejets atmosphériques* », joint aux relevés trimestriels d'autosurveillance transmis à l'inspection.

C'est ainsi que les indisponibilités, y compris celles inférieures à 24 heures, semblent faire l'objet

d'un suivi consolidé et d'une analyse systématique.

Formation et connaissance des procédures et consignes par le personnel

L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des formations suivies par le personnel de l'installation. Le personnel a bénéficié, à plusieurs reprises et récemment d'une formation intitulée "Grande installation de combustion (GIC)". Le contenu de la formation n'a pas pu être vérifiée par l'inspection.

Suivi et maintenance des filtres à manche

L'exploitant indique que les filtres à manche des chaudière biomasse 1 et 2 ont été remplacés en 2021/2022. Le filtre à manche de la chaudière biomasse 3 date de 2016. L'exploitant indique qu'un test est effectué tous les 2 ans dans les 5 premières années puis tous les ans.

Post-visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier contrôle des filtres à manches effectué par la société MORTELECQUE pour les chaudières biomasse n° 1 et 2 en date du 17 octobre 2023. L'exploitant justifiera la mise en place d'actions correctives conformément aux recommandations. Il justifiera également le suivi pour la chaudière biomasse n° 3.

Conclusions

Au vu des constats effectués, l'inspection conclut que les exigences des dispositions de l'article 16 sont partiellement prises en compte et la procédure d'exploitation en cas de panne ou de dysfonctionnement des systèmes de traitement des fumées doit être complétée afin de constituer un document opérationnel, clair et accessible aux opérateurs.

Par ailleurs, l'exploitant doit justifier que ces procédures ont été portées à la connaissance des employés en charge du suivi et de la maintenance des dispositifs de traitement des fumées (signature d'un document de prise de connaissance ou formation qualité listant les procédures abordées, feuille d'émargement et support de formation).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent rapport, il est demandé à l'exploitant de :

- **compléter la procédure d'exploitation en cas de panne ou de dysfonctionnement des systèmes de traitement des fumées afin de constituer un document opérationnel, clair et accessible aux opérateurs ;**
- **justifier l'appropriation de cette procédure par les opérateurs, notamment par des actions de formation ou d'information tracées.**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant justifiera la mise en place d'actions correctives concernant les filtres à manche conformément aux recommandations. Il justifiera également le suivi pour la chaudière biomasse n° 3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 5.7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse
Prescription contrôlée : L'exploitant ne doit, en aucun cas, mélanger les cendres sous foyer et les cendres issus des dépoussiéreurs (filtres à manches).
Constats : L'exploitant procède à la séparation des cendres sous foyer et les cendres sous multicyclones conformément à la réglementation. Il est demandé à l'exploitant de justifier la traçabilité des cendres humides utilisées pour de l'épandage (transporteur, BSD).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport d'inspection, il est demandé à l'exploitant de justifier la traçabilité des cendres humides utilisées pour de l'épandage (destinataire des déchets, transporteur, BSD, etc).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt
Prescription contrôlée : <u>Article 14 - Démarrage et arrêt. (AM)</u> Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.
Constats : Dans sa lettre datée du 25 octobre 2023 en réponse à la demande de complément de l'inspection suite au dépôt du dossier de réexamen, l'exploitant transmettait son plan de gestion des périodes OTNOC. Ce plan précise les critères de définition des périodes de démarrage et d'arrêt et la gestion des périodes OTNOC. Il indique que, dans les relevés mensuels d'autosurveillance, les périodes OTNOC sont identifiées afin de les déduire du calcul des valeurs moyennes validées des concentrations des polluants. Or, l'inspection a pu constater que les mesures relevées pendant les périodes OTNOC ne sont pas

déduites des valeurs moyenne (cf. point de constat n° 9).

Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection un document intitulé « Consignes générales d'exploitation d'une chaufferie à combustibles solides (biomasse) ».

Il contient :

- une rubrique « Mise en route d'une chaudière », listant une succession d'actions préalables et de vérifications ;
- une rubrique « Mise à l'arrêt à la fin de la saison de chauffe », décrivant les opérations de mise hors service prolongée.

L'inspection constate que ces consignes sont de portée générale, non spécifiques au site. Elles renvoient aux notices constructeurs, sans formalisme propre à l'installation. Les modalités d'arrêt hors arrêt saisonnier (arrêt ponctuel, arrêt en situation dégradée, arrêt d'urgence) ne sont pas formalisées. Aucune consigne ne précise les dispositions mises en œuvre afin de garantir que les phases de démarrage et d'arrêt soient aussi courtes que possible, notamment au regard de la maîtrise des émissions atmosphériques durant ces phases transitoires. Aucune instruction n'encadre les conditions permettant de réduire ces durées (réglages, enchaînement des opérations, priorités d'action).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent rapport, il est demandé à l'exploitant de compléter et formaliser des consignes d'exploitation spécifiques au site relatives aux opérations de démarrage et d'arrêt des installations de combustion biomasse.

L'exploitant devra être en mesure de justifier de l'appropriation de ces consignes par les opérateurs, notamment par des actions de formation ou d'information tracées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26 et suivants

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

Article 26 - Mesures périodiques (AM)

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un **organisme agréé** par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, **ou**, s'il n'en existe pas, **accrédité** par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :
(...) - **une fois tous les ans** pour les autres installations de combustion. (...)

Article 28 - Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW (AM)

I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale **supérieure ou**

égale à 20 MW, la concentration en **SO₂**, en **NO_x**, en **poussières** et en **CO** dans les gaz résiduaire est mesurée **en continu**.

II. - La mesure en continu du **SO₂** n'est **pas obligatoire** dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ;
- pour les installations de combustion utilisant du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduaire ;
- pour les installations de combustion utilisant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites ;
- pour les installations de combustion qui ne sont pas équipées d'un dispositif de désulfuration des gaz résiduaire destiné à respecter les VLE fixées au chapitre II du présent titre ;
- **pour les turbines et moteurs ;**
- pour les fours industriels autorisés avant le 1er novembre 2010.

Dans ces cas :

- une **mesure semestrielle** est effectuée ;
- l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance.

III. - La mesure en continu des **NO_x** n'est **pas obligatoire** dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ;
- **pour les turbines ou moteurs ;**
- pour toute chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NO_x dans les fumées ;
- pour toute **chaudière** d'une puissance thermique nominale unitaire **inférieure à 10 MW autorisée avant le 1er novembre 2010 ;**
- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010.

Dans ces cas :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ;
- pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1er novembre 2010, une mesure semestrielle est effectuée ;
- pour les autres installations,
une mesure trimestrielle est effectuée.

Au lieu des mesures périodiques prévues au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de NO_x. Ces procédures doivent garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

IV. - La mesure en continu des **poussières** n'est **pas obligatoire** dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ;
- **pour toute chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010 ;**
- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010.

Dans ces cas :

- pour toute chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010, une **évaluation** en permanence des poussières est effectuée. Cette évaluation peut être remplacée par une mesure annuelle pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 ;
- pour les autres installations, **une mesure semestrielle** est effectuée.

V. - La mesure en continu du **CO** n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1er janvier 2016 ;
- pour les turbines et moteurs ;
- **pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 ;**
- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010.

Dans ces cas :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ;
- pour les turbines et moteurs ou les turbines et les moteurs qui utilisent un combustible liquide : après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement ;
- pour les autres installations, une mesure annuelle est effectuée.

Article 29 - Mesure en continu des paramètres (AM)

Si une mesure en continu d'un polluant atmosphérique est imposée au titre des dispositions de la présente section, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 9 une **mesure en continu** ou une évaluation en permanence du **débit** du rejet à l'atmosphère correspondant. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.

La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux sont mesurées en continu. La mesure en continu n'est pas exigée :

- pour les appareils de combustion ne faisant l'objet d'aucune mesure en continu ;
- pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux lorsque les gaz résiduaux échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions ;
- pour les turbines et moteurs, dans ce cas, après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.

Article 30 - Mesure pour les appareils fonctionnant moins de 500 h/an (AM)

Pour les appareils de combustion fonctionnant **moins de 500 heures par an**, au lieu des fréquences fixées à la présente section, des mesures périodiques sont exigées a minima : (...)
- **toutes les 500 heures d'exploitation** pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 20 MW.

La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, **pas inférieure à une fois tous les cinq ans.**

Programme de surveillance des émissions de polluants (AP)

Combinaison AM et AP :

	Biomasse	gaz	FOD	Cogénération
SO2	En continu	En continu	En continu	Semestriel
NOx	En continu	En continu	En continu	En continu
Poussières	En continu	En continu	En continu	En continu
CO	En continu	En continu	En continu	En continu
Débit	En continu	En continu	En continu	En continu
O x y è g n e , Température, pression, teneur en vapeur d'eau d e s g a z r é s i d u a i r e s	En continu	En continu	En continu	En continu
COVNM	Annuelle	N/A	Annuelle	N/A
Métaux	Annuelle	N/A	Annuelle	Annuelle
HAP	Annuelle	N/A	Annuelle	Annuelle
Dioxines et furanes	Annuelle	N/A	N/A	N/A
HCL	Annuelle	N/A	N/A	N/A
HF	Annuelle	N/A	N/A	N/A
Formaldéhyde	N/A	N/A	N/A	N/A

Constats :

Contrôles inopinés / contrôles réglementaires

L'installation a fait l'objet d'un contrôle inopiné en 2024. Lors de ce contrôle, la chaudière biomasse n° 3 présentait un dépassement sur le paramètre Hcl. L'exploitant a réalisé des analyses de biomasse pour vérifier leur conformité. Cette non-conformité ne s'est pas reproduite lors des contrôles réglementaires de 2024.

Concernant les contrôles réglementaires effectués en 2024 pour les chaudières biomasses, aucune non-conformité n'est relevée. Toutefois, l'inspection constate des erreurs dans les rapports des bureaux de contrôle :

- biomasse 1 :
 - Un seul essai a été effectué pour les poussières, SO₂, HF, Hg, métaux et HAP sans justification.
 - Un écart à la norme est indiqué pour les poussières (p. 6), mais dans le tableau explicatif, il est question d'écart à la norme pour HF (p. 15).
- biomasse 2 :
 - Une seule mesure a été réalisée pour les poussières, SO₂, HF, Hg, métaux et HAP sans justification.
 - Dans la présentation des résultats, il n'est pas mentionné d'écarts à la norme. Toutefois, dans le tableau explicatif, il est question d'écart à la norme pour HF (p. 15).
- biomasse 3 :
 - Un écart à la norme est mentionné p. 10 pour HF mais celui-ci n'est pas expliqué dans le tableau des résultats p. 6.
 - p. 9 , il est indiqué que la mesure de PM_{10/2.5} n'a pas été effectuée suite à un oubli lors de la demande d'analyse au laboratoire. Toutefois, aucune nouvelle analyse n'a été effectuée.

De plus aucun des rapports ne mentionne le type de biomasse utilisé, ce qui pourrait éclairer les résultats.

Les contrôles réglementaires de 2025 ont été effectués mais les rapports du bureau de contrôle étaient en cours de rédaction lors de la visite d'inspection.

L'exploitant est responsable de la relecture des rapports transmis par les bureaux de contrôle. En cas d'erreur, il doit demander au bureau de contrôle de rectifier son rapport.

Autosurveillance

L'exploitant respecte le programme d'autosurveillance prescrit en ce qui concerne les polluants surveillés et la fréquence. Conformément à son engagement relatif au respect de la MTD 3 des conclusions du BREF LCP, l'exploitant a bien ajouté la mesure de la pression. En revanche, l'exploitant n'est pas en mesure de distinguer les résultats en période OTNOC et en période normale (cf. point de contrôle n° 9).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adressera à l'inspection les rapports réglementaires de 2025 à réception. Il veillera à une relecture attentive du rapport avant envoi.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des VLE applicables

Prescription contrôlée :

Article 9 - Conditions de référence (AM)

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

Article 33 - Condition de respect des VLE pour la mesure en continu (AM)

Dans le cas de mesures en continu ou de surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'Article 34 du présent arrêté.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées à l'Article 15 du présent arrêté, ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt.

(...)

L'exploitant traite tous les résultats de manière à permettre la vérification du respect des valeurs limites d'émission conformément aux règles énoncées au présent article.

Article 34 - Valeurs validées (AM)

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95% indiquée à l'Article 32.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. **Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an.** L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'Article 35.

Article 35 - Condition de respect des VLE en cas de mesure périodique (AM)

Dans les cas des mesures périodiques, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Article 35 bis (AM)

Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 10,11,12 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Annexe 2 de AP et Articles 10 et suivants de l'AM - VLE

	Appareils	Référenc e O ₂	D é b i t n o m i n a l d e s f u m é e s à 100 % de c h a r g e e n N m ³ s e c à x% d'O ₂ / h	SO ₂	NO _x	Poussièr e s	CO
Producti o n Biomasse 1	Chaudièr e N°1	6	10325	200	350	30	200
	Chaudièr e N°2	6	10325	200	350	30	200
Producti o n Biomasse 2	Chaudièr e N°3	6	11700	200	300	15	200

Producti on FOD / biocomb ustible	Chaudiè re N°1	3	7022	170	200 (AP) - -> 150 (AM)	30	100
	Chaudiè re N°2	3	16349	170	200 (AP) - -> 150 (AM)	30	100
	Chaudiè re N ° 3 (secours)	3		170 (AP)	225 (AM)		
Producti on Gaz 1	Chaudiè re N°1	3	8244	10	100	5	100
	Chaudiè re N°2	3	8244	10	100	5	100
Producti on Gaz 2	Chaudiè re N°3	3	16488	10	100	5	100
Cogéné ration (G a z)	Moteur N ° 1 rénové	15	25867	10	100 (AP) - -> 95 (AM)	5	100
	Moteur N ° 1 rénové	15	25867	10	100 (AP) - -> 95 (AM)	5	100

Constats :

En termes de respect des valeurs limites d'émission, les contrôles réglementaires ne montrent pas de dépassement.

En revanche, les résultats de l'autosurveillance pour 2025 présentent des dépassements, fréquents et importants, comme par exemple :

- **Janvier 2025 :**
 - biomasse 1 :
 - CO : moyenne mensuelle de 1230,7 mg/Nm3 (VLE : 200 mg/Nm3)

- poussières : 228,8 mg/Nm³ (VLE : 30 mg/Nm³)
- biomasse 2 :
 - CO : 632,7 mg/Nm³ (VLE : 200 mg/Nm³)
 - poussières : 154,4 mg/Nm³ (VLE expl : 30 mg/Nm³)
- **Février 2025 :**
 - biomasse 2 :
 - CO : 875,9 mg/Nm³ (VLE : 200 mg/Nm³)
 - poussières : 63,2 mg/Nm³ (VLE : 30 mg/Nm³)
- **Mars 2025 :**
 - biomasse 1 :
 - CO : 3103,9 mg/Nm³ (VLE : 200 mg/Nm³)
 - SO₂ : 555,1 mg/Nm³ (VLE : 200 mg/Nm³)
 - poussières : 1674,5 mg/Nm³ (VLE : 30 mg/Nm³)
- **Avril 2025 :**
 - biomasse 3 :
 - CO : 213 mg/Nm³ (VLE : 200 mg/Nm³)
 - poussières : 49,5 mg/Nm³ (VLE : 5 mg/Nm³)

L'exploitant explique nombre de dépassements par le fait qu'il s'agit d'évènements en période OTNOC. L'exploitant indique que les baies d'analyse dont il dispose ne catégorisent pas les rejets selon qu'ils sont mesurés en période normale ou en période OTNOC. En conséquence, il n'est pas possible, à partir des données transmises, d'isoler les dépassements survenus en fonctionnement normal. L'analyse de conformité au regard des VLE mensuelles reste partielle.

Par ailleurs, si l'exploitant a transmis les consignes communiquées aux techniciens en cas de dépassement des VLE, les éléments fournis ne permettent pas, à ce stade, d'apprécier de manière complète la traçabilité des actions correctives mises en œuvre ni leur efficacité.

Enfin, l'inspection note que la baie d'analyse de la chaudière gaz n° 3 n'a pas enregistré les résultats entre le 3 mars 2025 et 26 juin 2025. L'exploitant explique qu'il relève tous les mois les résultats de l'autosurveillance. C'est en avril que le problème est détecté car la même valeur est mesurée chaque jour. L'origine de la panne, n'a pas été clairement identifiée.

Afin d'éviter que cela ne se reproduise, l'exploitant vérifie désormais chaque jour le fichier d'enregistrement de la veille.

L'inspection rappelle qu'elle doit être immédiatement informée en cas d'une panne de la baie d'analyse de cette ampleur et qu'un rapport d'incident doit lui être transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des dépassements notables constatés concernant l'autosurveillance des rejets atmosphériques, l'Inspection demande, dans un délai de 3 mois :

- d'analyser les causes de l'ensemble des dépassements observés et identifier les conditions de fonctionnement concernées ;
- de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin d'assurer le respect durable des valeurs limites d'émission ;
- d'assurer la traçabilité des dépassements et des actions correctives associées, et en transmettre la synthèse à l'inspection.

En l'absence de mise en œuvre d'actions correctives suffisantes, l'Inspection sera susceptible d'engager des mesures de coercitions administratives.

- dans un délai de 9 mois, de mettre en place une distinction opérationnelle entre les périodes de fonctionnement normal et les périodes de type OTNOC dans l'exploitation des données d'autosurveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois